

COMMUNIQUÉ



BANALISATION DES CODES ET DISCOURS FASCISTES : REAGIR !

Paris le 04 mars 2026

Le déplacement du débat public vers — et parfois en faveur de — l'extrême droite doit nous alerter.

Nous assistons, avec inquiétude, à l'installation d'un climat dans lequel d'une part, les marqueurs historiques de l'extrême droite cessent progressivement d'être disqualifiants, et d'autre part, la confusion entre fascisme et antifascisme devient une posture médiatiquement admise.

Ce glissement n'est pas anodin. Il modifie les repères démocratiques.

Quentin DERANQUE : de la tragédie au récit politique

La mort de Quentin Deranque est un drame. Pour autant, l'émotion légitime ne peut justifier la transformation en martyr d'un militant défendant une idéologie profondément violente, sans que ne soit rappelé ce que cette idéologie produit concrètement : racisme, antisémitisme, sexisme, homophobie etc.

Une minute de silence a été observée à l'Assemblée nationale.

Ce geste engage symboliquement la représentation nationale.

Dans le même temps, pour les meurtres racistes, pour les féminicides, pour les crimes homophobes et transphobes, le silence institutionnel demeure la règle.

En érigeant Quentin Deranque en symbole d'un récit sur la violence politique, une narration s'est imposée :

Celle d'une menace antifasciste présentée comme équivalente — voire pire — à la menace fasciste.

Cette symétrisation est lourde de conséquences.

Mettre dos à dos fascisme et antifascisme : une falsification

Le fascisme est une idéologie autoritaire et nationaliste, antisémite, raciste, sexiste, et homophobe, refusant l'égalité des droits.

L'antifascisme est, par définition, l'opposition à cette idéologie.

Mettre dos à dos fascisme et antifascisme dans le débat public revient à neutraliser la spécificité du projet fasciste, à brouiller les responsabilités et, in fine, à banaliser ce qu'il représente. Cette confusion fragilise les digues démocratiques.

Une marche autorisée, des saluts nazis, des figures néonazies

À la suite de la mort de Quentin DERANQUE, une marche pour lui rendre hommage, à l'initiative de groupuscules d'extrême-droite a été autorisée. Lors de cette mobilisation, des saluts nazis ont été observés. Des figures néonazies, certaines multicondamnées, ont défilé publiquement.

L'absence de réaction politique d'ampleur face à l'exhibition de symboles explicitement nazis envoie un signal délétère : la normalisation des pires marqueurs de l'extrême droite radicale.

La réactivation d'un vocabulaire historique d'exclusion

Dans le même temps, d'autres signaux inquiétants se multiplient.

La reprise du slogan « *Travail, Famille, Patrie* » — devise du Régime de Vichy — par Martine Vassal, candidate de la droite aux municipales à Marseille. L'utilisation du terme « *antifrance* », concept central dans la pensée de Charles MAURRAS, par la macroniste Aurore Bergé pour disqualifier LFI. Charles MAURRAS et Maurice BARRES également cités par la députée LR, Valérie BOYER, s'adressant à Yaël Braun-Pivet à l'Assemblée nationale.

Ces faits dessinent une continuité : la normalisation de références, de concepts et de filiations issus de l'histoire de l'extrême droite française.

À gauche aussi : la tentation des matrices complotistes

Lorsque Jean-Luc Mélenchon insinue l'existence de pouvoirs médiatiques coordonnés ou d'influences occultes, pour masquer la prononciation d'un nom juif, il active des matrices discursives historiquement associées à l'antisémitisme.

Ces procédés font écho à des rhétoriques développées par des figures comme Alain Soral.

La vigilance et l'intransigeance doivent être transversales. Il ne suffit pas de se réclamer de l'antifascisme. Encore faut-il ne pas en réactiver les codes et contribuer à leur banalisation.

Refuser le glissement

La banalisation des marqueurs de l'extrême droite, à gauche, au centre comme à droite, doit cesser.

Il en va de la mémoire, et de la démocratie elle-même.